

DANIEL ALBARRACIN

CAPITALISME DU TROISIÈME ÂGE : QUO VADIS ?

15

À PARTIR DE QUESTIONS PORTANT SUR LA THÉORIE DES ONDES LONGUES ET DE SON ADÉQUATION

À LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE PRÉSENTE, L'AUTEUR PASSE EN REVUE DIVERSES

APPROCHES ET INDIQUE CELLES QUI LUI SEMBLENT LES PLUS PERTINENTES.

La théorie des ondes longues a fourni un modèle pour l'interprétation du développement capitaliste de l'accumulation qui a été très fécond. Pendant longtemps, il a permis de comprendre le cours suivi par l'économie capitaliste internationale. L'accumulation capitaliste était étroitement corrélée avec l'évolution du taux de profit. Ernest Mandel, en 1972 – dans son ouvrage *Der Spätkapitalismus* –, avait proposé un modèle ouvert qui incorporait des facteurs sociaux et politiques, articulés à des facteurs techniques et économiques, avec au centre la lutte des classes.

Son modèle aidait à interpréter comment l'évolution de l'accumulation capitaliste prenait la forme de cycles industriels réguliers (de quelques années), mais aussi des ondes longues qui voyaient des phases de prospérité suivies, avec un certain degré d'automatisme, de phases dépressives.

Cette théorie expliquait que si l'entrée dans la phase dépressive était pratiquement endogène, par contre le passage à une phase de prospérité dépendait de facteurs multiples, non automatiques, comme pourraient l'être des luttes

LE TABLEAU ORIGINAL DES ONDES LONGUES ÉTABLI PAR ERNEST MANDEL EN 1972

1 ^{re} :	1793-1825	phase expansive	1826-1847	phase dépressive
2 ^e :	1848-1873	phase expansive	1874-1893	phase dépressive
3 ^e :	1894-1913	phase expansive	1914-1939	phase dépressive
4 ^e :	1940/1945-1967	phase expansive	1967 *-	?

* 1967 : référence à la première récession allemande, depuis les années 1950 ; donc avant celle de 1974-1975 (l'ouvrage ayant été écrit en 1971-1972)

Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp Verlag, Francfort sur le Main, 1972, pp. 123-125

sociales, des guerres, des bouleversements politiques, des mutations dans les rapports de travail, l'apparition de nouveaux marchés, de nouvelles matières premières ou de nouveaux systèmes techniques de production, soit en somme de situations pouvant se traduire en changements dans la formation structurelle du taux de profit, ou dans son évolution propre.

Le capitalisme aurait donc traversé trois grandes ondes longues et nous serions dans la dernière, la quatrième, le *capitalisme tardif* (*Spätkapitalismus, Late Capitalism*, traduit en français par *Capitalisme du troisième âge*). En général, chaque onde longue aurait eu une durée de 50 ans, 25 années de prospérité, suivies de 25 années de dépression.

ÉCARTS EMPIRIQUES À LA THÉORIE DES ONDES LONGUES

Mais la lumière des faits révèle certaines questions que la théorie des ondes longues ne résout pas.

- A ce jour, le *capitalisme tardif* dure depuis plus de 60 ans.

- Les taux de profit au cours des 25 dernières années ne sont pas descendus, mais sont au contraire montés [après le milieu des années 1980].

- Les taux d'accumulation à l'échelle mondiale, bien qu'ils évoluent avec moins de vigueur que durant les décennies antérieures, continuent d'être fondamentalement positifs. On ne peut parler que d'un ralentissement. Les données montrent une accumulation importante dans les pays asiatiques et des nouveaux pays émergents, qui compensent en grande partie le recul constaté aux États-Unis, au Japon et en Europe.

- Alors, dans laquelle des deux phases de l'onde longue nous trouvons-nous? Est-il possible de parler à propos de l'onde en cours d'un rythme synchronisé et unifié à l'échelle mondiale? En tout cas, les flux d'investissement du capital occidental sont en train de s'orienter vers l'Asie, principalement. On peut affirmer que les taux de profit y sont bien supérieurs (en Chine ils se situent autour de 15%), bien que cela n'empêche pas qu'au travers des prix de transfert très avantageux, ce soient les capitaux occidentaux [les transnationales présentes dans ces marchés] qui en profitent et rapatrient les plus-values obtenues là-bas.

- Un écart se creuse entre l'évolution des taux de profit croissants et le rythme de l'accumulation. Les interprétations de ce « divorce » signalent plusieurs raisons, certaines partielles, d'autres peu consistantes et d'autres encore sans vérifications suffisantes. On parle de financiarisation, de consommation du capital rentier, de consommation improductive et de politiques de rationalisation de l'investissement.

Mais quelle est l'importance et le rôle de chacun des éléments? Comment devons-nous mesurer la rentabilité et l'accumulation? Quelle est l'échelle la plus appropriée: celle d'un pays; celle d'un vaste marché régional; ou bien le niveau mondial? Existe-t-il une formation différenciée des taux de profit? Quels acteurs sont les principaux extracteurs de plus-value? Existe-t-il des mécanismes supplémentaires d'appropriation de la plus-value? Quel est aujourd'hui le taux de réinvestissement de la plus-value et quel rôle joue sa consommation improductive? La consommation qui ne prend pas appui sur l'investissement et sur les salaires peut-elle être un substitut efficace et amplement suffisant comme facteur de demande dans la reproduction du cycle du capital?

- Des grands cataclysmes politiques se sont produits tels que: l'imposition des politiques d'ajustement structurel et salarial au niveau international; la chute du « bloc de l'Est »; l'émergence de pays capables de s'ouvrir d'énormes espaces sur les marchés mondiaux (la Chine, qui représente 12% de l'économie mondiale et reçoit 7% de l'investissement international, l'Inde, la Russie, le Brésil, le Sud-Est asiatique, etc.); l'apparition de nouveaux appareils de coordination et d'intervention supranationaux (G20, FMI, Banque mondiale, OMC, etc.). En somme, une nouvelle « formation socio-historique » caractérisée par la mondialisation intégrée et transnationalisée du capital. Claudio Katz et Michel Husson [voir bibliographie] font remarquer que cette mondialisation intégrée est caractérisée par le chaos du marché mondial. Tandis que Katz attribue la cause du désordre à une disproportion économique-sectorielle mondiale, Husson souligne la concurrence intercapitaliste comme fac-

teur d'anarchie, en signalant les tentations de replis nationalistes.

- La financiarisation est apparue comme un phénomène dont l'influence et la caractérisation sont difficiles à déterminer et à dimensionner. La financiarisation est-elle la cause de la séparation entre rentabilité et accumulation? Et si c'est le cas, comment contribue-t-elle à les séparer?

- De son côté, l'économie dans son développement mondialisé a vu l'ascension décisive des entreprises transnationales qui ne maintiennent pas nécessairement les racines de leurs intérêts dans un seul pays. Leur actionnariat et leurs gestionnaires constituent des groupes oligarchiques, alliés entre eux, de provenances diverses.

- De même, il semble se confirmer l'apparition d'une dualisation dans les économies. D'un côté, un secteur lié aux marchés locaux ou nationaux et, de l'autre, un secteur transnationalisé. Cela contribue à former un *taux de profit dual*. Un taux de profit de la production et de la distribution transnationalisées et un autre qui s'établit à une échelle plus locale.

- De fait, il se vérifie que l'égalisation des taux de profit n'est qu'une tendance. Une tendance qui suit un parcours séparé par de nombreuses cloisons qui contribuent également à expliquer de nombreux déséquilibres temporaires. Si on considère cela comme un cycle de secteurs interconnectés, nous pouvons également vérifier comment certains secteurs jouissent d'une primauté en occupant des lieux qui prévalent sur d'autres, et qui sont les favoris du capital transnational durant le cycle haussier de leurs produits. Les secteurs financiers (A-M) et ceux de la distribution (M-A) dominent le cycle du capital car ils sont les intermédiaires. Les secteurs productifs (M-Fp, Cc et P-M) – soit la conception industrielle, l'industrie lourde et l'industrie légère – sont subordonnés et se soumettent.

- Les nouvelles institutions mondiales ainsi que les nouveaux blocs économiques auxquels elles sont liées ont mis au point des solutions pour reporter la crise sur les pays du Sud. De plus, grâce à des moyens tels que l'endettement ils sont capables de repousser les problèmes dans le temps.

- En outre, les rapports et positions des économies nationales ne correspondent

pas toujours à un modèle centre-périphérie. Diverses sortes de semi-phérophéries sont ainsi apparues, les unes ascendantes, les autres en recul. Les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) en sont un bon exemple.

- Le cycle de la rotation du capital est différent d'un pays à l'autre. En termes généraux, sa durée est plus rapide. En outre, le cycle industriel à moyen terme a une durée différente selon l'insertion internationale de chaque pays.

AGONIE DU CAPITALISME TARDIF ET POSSIBLE NOUVELLE ONDE LONGUE ?

Examinons les hypothèses de recherche à propos de certaines des problématiques que nous venons d'évoquer. Pour ce qui est de la prolongation de la dernière onde longue, qui a à ce jour une durée qui tourne autour de 60 ans, plusieurs explications sont possibles.

- Une première thèse incite à nier la théorie même des ondes longues. C'est ce que faisait le regretté Chris Harman [voir bibliographie], par exemple. Il y a en effet longtemps que certains marxistes la considéraient comme un modèle non seulement faux, mais contre-productif, en lui reprochant aussi bien son irréalisme que son déterminisme. Ces auteurs adoptent sans plus la théorie de la *chute tendancielle du taux de profit*. Cependant, les données empiriques indiquent que le taux de profit n'a cessé de remonter au cours de ces dernières décennies. Cela déclenche alors des débats méthodologiques cherchant à nier les statistiques officielles. Nous devons leur répondre que la loi de la chute du taux de profit s'exerce selon une ligne tendancielle. Or, il apparaît que durant cette dernière période ont agi des facteurs de contre-tendance très importants : recul du mouvement ouvrier, augmentation du taux d'exploitation, politiques néolibérales, etc.

- Une deuxième thèse, comme celle de Claudio Katz, proposerait plutôt une théorie de longues étapes. Ainsi, les années 1980 auraient marqué l'inauguration d'une nouvelle étape qui répond à un *nouveau profil de mondialisation intégrée du capital transnational*. C'est cette étape qui aurait vu remonter les taux de profit. Mais elle serait aussi marquée par de nouvelles contradictions systémiques. En particulier, un ensemble de disproportions sectorielles internationales, ou la financiarisa-

tion, qu'il faut analyser sans se soumettre à des modèles préétablis.

- Une troisième thèse postule la théorie des ondes longues comme un *modèle ouvert*, sans qu'il soit possible de déterminer *a priori* une durée exacte des ondes longues. Ainsi, on peut effectivement déceler d'importants changements du capitalisme, dans le déroulement de la lutte de classes, qui permettent d'envisager une *prolongation de cette dernière onde longue*. Une prolongation qui répond à un contexte nouveau caractérisé par des conditions potentielles d'une nouvelle phase : apparition de nouveaux marchés, augmentation du taux d'exploitation, pleine mobilité du capital, délocalisations qui modèrent et redistribuent mondialement l'évolution de la composition organique du capital.

Mais il n'est pas nécessaire de décréter qu'une nouvelle phase de prospérité s'est ouverte. Bien que le taux de profit soit substantiellement remonté, les taux d'accumulation croissent plus lentement. Leur rythme est loin des spirales ascendantes qui propulsaient les étapes passées d'essor. En outre, des contradictions nouvelles sont apparues, comme la question de l'hypertrophie des finances internationales, les affrontements multilatéraux (place respective des devises, protectionnisme, taux de change), la chute de l'évolution de la productivité générale ou le recul pratiquement inéluctable du salaire relatif depuis les années 1970. Tout cela empêche la concrétisation d'une nouvelle phase de prospérité.

*Sommes-nous face à une nouvelle
« formation sociohistorique »,
caractérisée par la mondialisation intégrée
et transnationalisée du capital ?*



QU'ARRIVE-T-IL À L'ONDE LONGUE EN COURS ?

Dans tous les cas, la polémique surgit de la difficulté à expliquer cet écart entre la rentabilité et l'accumulation. Les politiques visant à « accroître la valeur actionnariale » et les transferts aux créanciers – ce qui détourne une plus grande fraction de l'excédent vers les dividendes et les intérêts – conduisent à une nouvelle politique de gestion des entreprises. C'est ici que nous devons signaler un durcissement des conditions de travail qui s'est concrétisé tant par une *baisse du salaire relatif* (et de toutes ses formes institutionnelles : salaire direct, indirect et différé, ainsi que des droits sociaux de tous types) que par une *plus grande exigence de productivité rationalisatrice*. Cela par le moyen de la contention et de la minimisation des coûts, de la restriction dans la création d'emploi, au lieu d'un élargissement de l'appareil productif. De même, il y a bien suffisamment d'indices qui montrent une *croissance de la consommation improductive de la plus-value*, visible dans les nouveaux styles de vie ostentatoires et opulents qui sont la manifestation d'une certaine recomposition et d'une inégalité accrue entre les classes sociales. Mais cela n'épuise pas toutes les raisons qui peuvent expliquer cette brèche.

A notre avis, la financiarisation contient un symptôme de cette brèche, mais ses causes doivent pour le moins inclure deux raisons supplémentaires. Tout d'abord, les grandes entreprises transnationales cotées en bourse et les firmes d'investissement accaparent sur les marchés financiers une part des « excédents » d'autres capitalistes et des petits épargnants. Cela en fait un des facteurs supplémentaires d'une *réappropriation de la plus-value extraite globalement par une étroite élite capitaliste*. Ensuite, la montée de la financiarisation est aussi un symptôme de nouvelles dynamiques de mobilité du capital

qui se vérifient dans *la massive réorientation des capitaux vers les marchés émergents* et les possibilités de délocalisation des entreprises qui en découlent.

Ces marchés connaissent des conditions d'exploitation facilitées par les alliances avec les oligarchies et les bureaucraties de ces pays ainsi que des conditions hautement rentables de production. A quoi s'ajoutent des taxes douanières et un système d'imposition qui permettent le rapatriement des excédents élevés vers les sociétés mères.

Mais ces nouveaux marchés émergents et la rentabilité croissante du capital nous font-ils entrer dans une nouvelle onde longue ? Nous ne le croyons pas. En effet, bien que les taux de profit soient remontés, on n'assiste pas à une spirale croissante et soutenue des taux mondiaux d'accumulation, comme dans toutes les phases initiales d'ondes longues. On n'observe pas une nouvelle rénovation technologique industrielle à vocation expansive. Il est certain qu'il y a d'énormes avancées scientifiques et de nouvelles inventions et technologies. Cependant, leurs applications industrielles sont sélectionnées dans le but d'abaisser les coûts et non pas pour permettre une croissance cumulative. De fait, les changements qu'exigera l'inévitable transition énergétique seront effectués plutôt de mauvaise grâce à cause de la fin des énergies fossiles que parce qu'ils pourraient favoriser un meilleur rendement économique, etc.

Il est possible de se demander si nous assistons en fonction des marchés régionaux considérés à des comportements asynchrones mais complémentaires « d'ondes longues régionales ». Mais même si c'était le cas, il n'y a pas de preuves d'une déconnexion (découplage) entre marchés, mais bien plutôt de subordination entre eux. Peut-être que les principaux bénéficiaires des profits sont dans d'autres lieux que ceux où ils sont produits ? Cela semble

une hypothèse que nous ne pouvons pas écarter. Et dans tous les cas, cette asynchronie et relative « prospérité » asiatique n'est ni autonome, ni dénuée d'énormes tensions socio-économiques internes et internationales, ni suffisante en elle-même pour relancer le capitalisme mondial.

Nous inclinons à penser que le capitalisme tardif se prolonge en une longue agonie. Il est certain qu'il existe de nouvelles conditions de développement et qu'il y a potentiellement des conditions pour un changement du rythme d'accumulation. Mais pour le moment, nous ne sommes en aucune mesure devant une nouvelle phase de prospérité. Le taux d'accumulation reste positif, mais il ne cesse de se ralentir. La distribution des revenus et donc les conditions de vie ne cessent de se détériorer, et avec elles les conflits augmentent. Périodiquement, la légitimité du capitalisme est remise en question face à de nouveaux problèmes sociaux et face à des contradictions que le capitalisme ne peut résoudre. Il faut que surviennent d'importants conflits sociopolitiques pour qu'on puisse juger si le capitalisme se rétablit ou se renouvelle, ou si c'est l'humanité qui continue à voir se dégrader ses conditions de vie. C'est cette seconde éventualité qui est la plus vraisemblable si la même inertie se prolonge.

Mais ce qui est le plus certain, c'est que ces scénarios dépendent strictement de la lutte de classes. Et que le scénario pour lequel doivent lutter les hommes et femmes révolutionnaires, c'est celui d'une transformation globale pour abattre les privilèges bourgeois, afin de mettre sur pied de nouvelles institutions dirigées par des gouvernements des salarié-e-s, avec un système de contrôle et de démocratie participative et une économie socialiste au service des besoins sociaux, cela en ayant pleine conscience des limites écologiques.

Malheureusement, pour la majorité de la population, il n'y a aucune raison pour que cette situation entre crise d'accumulation et décadence de la civilisation, décadence écologique, énergétique [1], politique, alimentaire et économique, empêche une longue vie du capitalisme. Une longue vie de dégradation si les rapports de force ne changent pas. Mais, il n'est pas impossible que cette longue vie connaisse une nouvelle étape de prospérité pour une bourgeoisie transnationale, si une défaite plus

Les taux d'accumulation à l'échelle mondiale, bien qu'ils évoluent avec moins de vigueur que durant les décennies antérieures, continuent d'être fondamentalement positifs.

profonde encore – si c'est possible – est infligée aux classes salariées.

Quant à nous, nous faisons le pari que le contexte ne deviendra pas si difficile pour les forces sociales antagonistes et que, dès lors, pourra se reconstruire une subjectivité organisée qui rende possible, d'une manière définitive, une transformation du système politique, social et économique.

LA CONJONCTURE DE LA CRISE FIN 2009

Un autre problème qui se présente quand il s'agit d'analyser la crise, c'est que l'évolution du taux d'accumulation à l'échelle mondiale est relativement loin d'une décroissance. Il est vrai qu'il y a crise. Dans chaque pays, elle se manifeste sous une forme concrète. Les pays traditionnellement développés ont connu une chute. Et il est possible que leur évolution soit caractérisée, à long terme, par une stagnation à la japonaise. Mais en Asie, les choses sont très différentes et compensent en partie ce tassement, ce qui empêche de parler de « découplage ».

Et bien que la correction soit très sévère – et qu'il soit possible que nous assistions à de nouvelles récessions qui écartent toute récupération solide – il n'est pas justifié néanmoins de prétendre que nous soyons confrontés à une dépression en forme d'écroulement.

En outre, comme le fait remarquer Bruno Jetin, que veut dire une crise d'accumulation : une évolution négative ; une évolution à un rythme chaque fois plus lent ; une évolution inférieure à l'époque de l'après Seconde Guerre mondiale ; ou encore une croissance inférieure à un seuil déterminé ?

La situation de ce début du XXI^e siècle est-elle comparable à celle du début du XX^e ? Ce n'est pas clair du tout ! Si nous observons le *rythme de la crise*, ce sont alors d'autres questions qui se posent à nous. Ce qui allait être, semblait-il, une grande dépression est en train de modérer sa gravité. Pourquoi ? Eh bien parce qu'il y a une conjonction de facteurs inédits qui agissent au niveau politique, principalement une coordination des politiques économiques.

Il convient d'éviter les tentations de comparer la conjoncture actuelle avec le cycle politique et économique des années 1930. Le fait est que, aujourd'hui, il existe une plus grande intervention des Etats. Elle

est plus rapide, elle se fait avec une plus grande force et une certaine coordination mondiale, une plus grande internationalisation et association des capitalistes au niveau mondial. Le FMI s'est érigé en administrateur mondial des finances. Au contraire des années 1930, le libre-échange prédomine sur le protectionnisme. Par ailleurs, il y avait auparavant une forte polarisation politique, un « bloc soviétique » et la force du mouvement ouvrier européen. Aujourd'hui, ce qui est le plus répandu, ce sont des mouvements réactionnaires et racistes dans les pays du « centre », avec quelques tentatives de résistances sociales progressistes. A cela s'ajoute l'apparition de nouvelles puissances émergentes, un nouveau modèle de gouvernement « plus diplomatique » aux Etats-Unis, sous Barack Obama, et l'apparition d'acteurs réformistes dans des pays d'Amérique latine comme le Venezuela, la Bolivie ou l'Equateur.

Auparavant, jamais on n'avait connu, comme actuellement, une synchronisation, même si elle est seulement faible et partielle, des politiques économiques des pays les plus importants du monde. C'est ce que tentent de mettre sur pied les réunions du G20. Jamais auparavant des pays émergents n'avaient été présents dans ces réunions en y jouissant d'une véritable influence.

D'abord, il fut misé sur une coordination des sauvetages du système financier et des industries de base ; ensuite sur une augmentation des impôts pesant sur les salarié-e-s, tout en exonérant les secteurs bourgeois. Enfin ont été développées des politiques monétaires expansives à l'échelle internationale jusqu'aux dernières limites. En développant des stimuli de ce type (monétaires, fiscaux, budgétaires), essentiellement au bénéfice du capital, on entre de fait dans des situations « de trappes à liquidités » [2].

Auparavant, jamais on n'avait connu une synchronisation, même si elle est seulement faible et partielle, des politiques économiques des pays les plus importants du monde.

[1] Confrontée à la fin du cycle des énergies fossiles, l'humanité se trouve dans l'embarras de devoir remplacer cette base énergétique par une autre. Les nécessités humaines mondiales et la viabilité de la planète exigent un modèle basé sur des énergies renouvelables et des technologies bien plus propres, et y compris un nouveau style de vie moins consommateur et un système productif moins gaspilleur, c'est-à-dire consommant moins de matières premières. Au contraire, les grandes entreprises capitalistes sont intéressées à régler le marché du pétrole – jusqu'au moment où d'autres sources seront rentables – au moyen d'un mix, dans lequel les énergies renouvelables sont déjà monopolisées par le capital privé et pour lequel on évoque la prolongation de la vie utile des centrales nucléaires et la généralisation de centrales thermiques à cycle combiné. Ainsi, dans la pratique, les conditions climatiques et les nécessités sociales seront un magnifique prétexte pour de nouvelles bonnes affaires.

[2] Le concept de trappe à liquidité est utilisé par l'analyse keynésienne. Dans une situation où les taux d'intérêt sont bas, la demande de monnaie peut devenir infiniment élastique (car tout le monde prévoit une hausse future des taux d'intérêt). On se trouve alors dans une situation de « trappe à liquidité ». Cela explique pourquoi la politique monétaire peut être inefficace pour relancer l'activité économique par comparaison à la politique budgétaire dans les préconisations keynésiennes en matière de politique économique. (Réd.)

Il semble que le pacte consiste à assumer que le déficit budgétaire est inévitable durant quelques années et que les « pactes de stabilité » ont été mis entre parenthèses. Il existe un consensus international pour activer l'Etat comme sauveur des grandes entreprises et des banques, pour blinder leur futur, le temps de réaliser un ajustement du tissu productif en détruisant des emplois, des entreprises et des salaires. Dans un deuxième temps viendront les hausses d'impôts et les coupes dans les services publics et les politiques sociales. Voilà ce qui semble être le programme de la bourgeoisie des principaux pays du monde (G20).

UNE NOUVELLE FORMATION SOCIO-HISTORIQUE MONDIALISÉE ?

Il est possible d'affirmer que le marché mondial est plus intégré que jamais, que le monde fonctionne plus que jamais d'une manière analogue au scénario envisagé par Marx. Les entreprises transnationales y jouent un rôle fondamental. Elles sont capables de peser sur les organismes internationaux et les Etats, parfois avec plus d'unité que ce que laisserait prévoir un modèle de rivalité concurrentielle. Il s'agit néanmoins d'accords difficiles dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail. Pendant ce temps, les sujets antagonistes (les salariés, les mouvements sociaux divers) se mettent en mouvement lentement et résistent faiblement.

Le processus de production s'est mondialisé et les capitaux transnationaux ont attribué à un éventail de pays émergents la responsabilité de se configurer comme le *nouvel atelier du monde* afin de produire des biens manufacturés. Dans les pays avancés, ou dans des pays où ils placent leur confiance, se concentrent la conception industrielle et la distribution commerciale finale, c'est-à-dire les phases stratégiques, ainsi que certaines phases de production déterminantes. Celles qui garantissent le contrôle et l'extraction de plus-value avec plus d'efficacité. D'autres pays périphériques sont l'objet de l'exploitation à bas prix de leurs matières premières.

Toni Negri nous a parlé de la formation d'un Empire. Au-delà de la légèreté du philosophe, il y avait là quelque chose de

juste. Le capital transnational conclut des alliances en son sein, en transformant en complices les politiciens des grands gouvernements et aussi les représentants des organismes supranationaux très influents. Il se pourrait bien que le capitalisme multilatéral qu'on nous présentait comme une nouvelle contradiction ne soit pas du tout bienveillant.

En fait, il est possible que nous soyons face à une nouvelle entente internationale basée sur un type de *concurrence coopérative* depuis en haut, avec des pactes entre les grandes puissances qui ont des économies relativement complémentaires. Des accords qui favorisent les classes dominantes respectives face à l'ensemble de la classe travailleuse internationale. Cela bien qu'il reste à régler quels types d'alliances et de rivalités intercapitalistes vont prendre forme. Mais ce qui ne va pas rester en marge dans cette configuration naissante, c'est le conflit entre classes sociales qui va, lui, se développer.

Comme Claudio Katz le fait remarquer, plutôt qu'un déclin des Etats-Unis et de l'Europe face à une Chine qui se substituerait comme superpuissance hégémonique, nous assisterions seulement à une certaine crise de domination des Etats-Unis. Malgré les récessions, déséquilibres, discrédits et échecs des Etats-Unis, les flux capitalistes continuent de leur faire confiance comme gardien économique du monde. En outre, les Etats-Unis sont l'irremplaçable tête de l'impérialisme mondial dans la mesure où ils jouent un rôle protecteur de la bourgeoisie mondiale.

On parle beaucoup de la Chine, mais est-elle vraiment un substitut aux Etats-Unis, comme ceux-ci le furent du Royaume-Uni, qui lui-même avait succédé à la France? La Chine réalise des taux de croissance extraordinaires, en moyenne 9,5% par an ces dernières années. Elle représente un marché énorme et son régime de capitalisme d'Etat a réussi à faire que ses avantages absolus [Anwar Shaikh, voir bibliographie] n'aient pas d'équivalent. La Chine est l'acteur principal du financement de la dette publique et du déficit commercial des Etats-Unis. Ce sont là des traits indiscutables de l'importance de la Chine.

Mais la Chine, bien qu'elle conditionne déjà sérieusement les formes de l'hégé-

monie mondiale, ne peut pas exercer ce rôle par elle-même. Elle se voit soumise à la force et à l'influence des Etats-Unis. Ainsi elle doit accepter des taux de change du yuan qui la défavorisent, en devant céder devant la superpuissance que restent les Etats-Unis. Il se peut qu'elle le fasse pour recevoir quelque chose en échange, comme son intégration aux grandes réunions internationales, l'entrée dans de nombreux marchés et sa légitimation sur la scène mondiale. D'un autre côté, la Chine doit sa capacité concurrentielle si élevée à des taux d'exploitation extrêmes, à une sous-consommation alarmante de la majorité de sa population, puisque mis à part un petit segment de 15% – qui atteint des styles de consommation quasi occidentaux – la consommation ne constitue en Chine que 37% de son PIB, ainsi que des niveaux d'austérité et d'épargne difficilement soutenables sans un régime de répression antidémocratique. Il se peut que la bureaucratie et les capitalistes chinois soient à l'aise dans leur alliance avec le capital international, mais les conditions en sont si douloureuses pour la population chinoise, tout spécialement les migrants intérieurs et la population des campagnes, qu'il semble impossible qu'ils puissent être maintenus sans de forts conflits sociaux. ✱

BIBLIOGRAPHIE

Chris Harman, *Zombie Capitalism*, Bookmarks Publications, Londres, 2009.

Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Ed. Page deux, Lausanne, 2008; voir son site hussonet.free.fr.

Claudio Katz, voir son site Katz.lahaine.org.

Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Ed. La Passion, Paris, 1997.

Anwar Shaikh, *Globalization and the Myths of Free Trade*, Routledge, New York, 2007.